

40 p. 100 de leur ancien revenu. Donc, pour ce qui est de la discipline intérieure, l'adaptation à un environnement extérieur difficile a été considérable. Pour assurer le service croissant de la dette, il a fallu réduire radicalement la consommation, les dépenses du gouvernement et les importations. (8:6)

M. Horace Barber, de la Jamaïque, a déclaré que le seul remboursement des intérêts sur la dette extérieure représentait 30 p. 100 des recettes globales de son pays, et que ce fardeau freinait considérablement la croissance économique nationale. M. Sidney Dell, de l'Institut de formation et de recherches des Nations Unies (l'UNITAR), a mentionné aux membres du Comité qu'en 1985 l'Argentine devait, sous forme de capital et d'intérêts, l'équivalent de 136 p. 100 de ses recettes d'exportation, un montant qu'elle ne pouvait évidemment pas régler. Il a expliqué que

le problème tient en partie au fait que plusieurs créances viennent à échéance en 1988 ou 1989; ce cumul est dû au fait que le processus de gestion de la crise n'a fait jusqu'à présent que reporter le paiement d'une partie de la dette à la fois, tout en fixant à ces rééchelonnements successifs des dates d'échéance identiques. Par conséquent... au lieu de s'attaquer à la racine du problème, on a plutôt adopté ce qu'on appelle une démarche à court terme pour forcer les emprunteurs à revenir constamment. C'est ainsi que ces derniers se voient maintenant confrontés à des obligations qui croissent d'année en année et qui doivent sans cesse faire l'objet de nouvelles négociations avec les créanciers. (4:7)

Le Tableau 5 dépeint clairement les très graves problèmes des pays d'Afrique subsaharienne et montre que les dettes cumulées des petits pays à faible revenu représentent, dans certains cas, le quadruple de leurs recettes annuelles d'exportation. Bien que la plus grande partie de la dette de ces pays soit assortie de taux d'intérêt fixes et préférentiels, le rapport entre leur dette d'une part et leur PIB et leurs recettes annuelles d'exportation d'autre part, est très inquiétant. Le ratio dette/service de la dette dans ces pays africains a progressé plus rapidement que dans toute autre région du monde. Dans onze pays africains, la dette dépasse 85 p. 100 du PIB. Si le Soudan n'avait pas pu rééchelonner sa dette, il aurait été obligé de dépenser plus de 100 p. 100 de ses recettes d'exportation à des remboursements au titre du capital et des intérêts.

Soulignant le fait que les pays subsahariens les plus défavorisés devaient la plus grande partie de leur dette à des gouvernements, et non à des banques commerciales, M. Dell a déclaré que

... le problème n'en demeure pas moins très semblable. Pour le Soudan, il n'y a pas beaucoup de différence à être endetté envers un gouvernement plutôt qu'envers une banque commerciale. Le fardeau de la dette est pour ce pays tout aussi impossible que pour les autres pays. (4:8)

Le Comité ne partage pas l'opinion de M. Dell. Certes, il est vrai que pour un pays qui paie de l'intérêt, peu importe que ces paiements soient faits à une banque ou à un gouvernement étranger; mais l'expérience montre que ce dernier est beaucoup plus disposé qu'une banque à accepter un moratoire. Pour les pays subsahariens auxquels le Canada a récemment accordé un moratoire pour le paiement de leurs intérêts, cette distinction était évidemment importante. (Voir pages 44-45)